

L'adolescente Ahd Tamimi pourrait devoir affronter des années dans une prison israélienne

Par Tamara Nassar, 2 janvier 2018



Manifestants portant des photos de Khalida Jarrar et Ahd Tamimi le 1^{er} janvier à Gaza ville pour témoigner de leur solidarité avec les prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

(Ashraf Amra / APA images)

L'armée israélienne a enregistré 12 chefs d'accusation contre l'adolescente palestinienne Ahd Tamimi.

Cette jeune fille de 16 ans, qui a été filmée le mois dernier dans son village natal dans un affrontement avec des soldats, pourrait rester dans les prisons israéliennes pendant des années si elle était reconnue coupable d'accusations comme

avoir jeté des pierres, incitation, et agression et menaces contre un soldat.

Les tribunaux militaires israéliens sont connus pour leur taux de condamnation proche des 100 % envers les Palestiniens.

Dans une interview de la semaine dernière avec *The Real News*, le père d'Ahed, Bassem Tamimi, a raconté l'arrestation de sa fille le 19 décembre au cours d'un raid nocturne sur la maison de la famille en Cisjordanie occupée.

vidéo : Le père d'Ahed Tamimi : L'occupation israélienne ne nous brisera pas.

Il a aussi répété son affirmation comme quoi l'un des soldats, dont on accuse Ahed de l'avoir « agressé », avait auparavant gravement blessé par un tir dans la tête le cousin d'Ahed âgé de 15 ans, Muhammad Fadel Tamimi.

Ahed et sa cousine Nour ont essayé de faire sortir deux soldats israéliens de la propriété familiale.

On a vu aussi dans une vidéo Ahed gifler et repousser légèrement l'un des hommes armés.

Ahed, Nour et la mère d'Ahed, Nariman, ont toutes été arrêtées par l'armée après que la vidéo ait circulé parmi des appels de leaders israéliens réclamant vengeance contre la famille.

Ahed est l'une des plus de 300 enfants palestiniens actuellement en détention dans les prisons militaires israéliennes

Nariman fait également face à des accusations « d'incitation » pour avoir diffusé l'incident en direct.

Nour, 20 ans, devait être libérée lundi, mais a elle aussi été accusée lundi d'agression aggravée et d'entrave aux devoirs d'un soldat.

D'après son père Naji Tamimi, elle est restée en prison après un appel contre sa relaxe par le procureur militaire israélien.

Dans un post mardi sur Facebook, Naji Tamimi a dit qu'il comptait sur une autre audience sur son cas dans les jours qui viennent.

La famille Tamimi est maintenant bien connue pour son rôle dans la résistance civile de Nabi Saleh contre l'occupation et la colonisation israéliennes, campagne qui a coûté la vie et la liberté à beaucoup de villageois à cause de la violente réaction d'Israël.

La tante d'Ahed, Manal Tamimi, a été arrêtée le 28 décembre alors qu'elle manifestait près d'une prison militaire israélienne :

Selon un membre de la famille, Bilal Tamimi, elle devait être libérée mardi si les procureurs militaires israéliens ne s'y opposaient pas.

Aucune solidarité de la part des féministes occidentaux

Ahed est devenue le centre de l'attention et de la solidarité internationales et, pour beaucoup, une icône de la résistance, depuis que les forces d'occupation israéliennes l'ont arrachée de chez elle.

Depuis son plus jeune âge, Ahed a participé à la défense de son village et de sa maison contre les soldats israéliens.

Cependant, la solidarité a été sélective. « Il y a eu un curieux manque de soutien de la part des associations féministes occidentales, des défenseurs des droits de l'Homme et des responsables publics qui se présentent par ailleurs comme pourvoyeurs des droits de l'Homme et champions de l'émancipation des filles », fait observer Shenila Khoja-Moolji, chercheuse spécialiste du genre, dans un commentaire

pour AlJazeera.

Le silence est d'autant plus frappant depuis que Ben Caspit, éminent journaliste israélien, a déclaré que l'armée devrait « faire payer le prix » aux femmes Tamimi « dans le noir, sans témoins ni caméras ».

Le commentaire de Caspit a été largement interprété comme suggérant que ces femmes devraient être agressées sexuellement, bien qu'il l'ait catégoriquement nié.

Comme la gagnante du prix Nobel militante de l'éducation Malala Yousafzai, Ahdut a une longue histoire de lutte contre l'injustice, note Khoja-Moolji, mais, à la différence de Malala, Ahdut attend encore de recevoir des invitations à rencontrer les dirigeants mondiaux, dont Barack Obama, ou à s'adresser aux Nations Unies.

Au contraire, l'année dernière, Ahdut a été interdite de voyage aux Etats Unis pour parler des injustices subies par les Palestiniens.

Son père Bassem, dont Amnesty International avait précédemment déclaré que c'était un prisonnier de conscience, n'a lui non plus pas eu de visa pour aller parler en Australie.

Punition collective

Les détentions des Tamimi ont eu lieu dans une vague de presque 600 arrestations de Palestiniens par les forces d'occupation israéliennes depuis que le président américain Donald Trump a reconnu le 6 décembre Jérusalem comme la capitale d'Israël.

Plus de 450 Palestiniens sont actuellement détenus sans charges ni procès – selon la dite détention administrative qui peut être indéfiniment renouvelée.

La semaine dernière, les tribunaux militaires israéliens ont confirmé ou renouvelé des ordres de détention administrative

contre 41 détenus palestiniens.

Parmi ceux dont les ordres ont été renouvelés se trouve l'éminente dirigeante de gauche et membre du Conseil Législatif palestinien, Khalida Jarrar, qui a été très récemment arrêtée en juillet.

Les forces d'occupation israéliennes ont arrêté lundi Nasser Abdel-Jawad, autre législateur palestinien, au cours d'un raid en fin de nuit chez lui dans le village de Deir Ballut en Cisjordanie, selon l'association de solidarité avec les prisonniers Samidoun.

Son arrestation a porté à 12 le nombre de législateurs palestiniens détenus par Israël, dont neuf sans charges ni procès.

Les Palestiniens continuent à résister à leur emprisonnement. Rizk Rajoub, 61 ans, a entamé le 23 décembre une grève de la faim illimitée lorsque le tribunal militaire israélien l'a fait choisir entre la détention administrative et un exil au Soudan, selon Samidoun.

Rajoub a passé environ 20 ans dans les prisons israéliennes, dont 10 en détention administrative. Son arrestation la plus récente dans son village de Dura a eu lieu en novembre.

Samidoun a également évoqué le cas de la Palestinienne Israa Jaabis, 32 ans, qui a été condamnée à 11 ans de prison le 7 novembre par un tribunal israélien de Jérusalem.

Jaabis, de Jérusalem Est occupée, a subi de graves brûlures et a perdu presque tous ses doigts après qu'une bonbonne de gaz ait mis le feu à sa voiture en octobre 2015. On l'a alors accusée de vouloir faire exploser sa voiture alors qu'elle était à des centaines de mètres du checkpoint israélien.

Sa famille a démenti cette prétention avec véhémence, déclarant que Jaabis déménageait dans un nouvel appartement et

qu'elle transportait des meubles depuis plusieurs jours, dont la bonbonne de gaz lorsqu'elle a explosé.

Les utilisateurs de Twitter se sont servi du hashtag #FreeIsraa pour montrer leur soutien à Jaabis qui, selon Samidoun, ne reçoit pas de traitement médical approprié en prison.

L'enfant détenue de 16 ans, Marah al-Jaidi, a été libérée lundi par Israël.

Elle a passé un an en prison, accusée d'être en possession d'un couteau et d'avoir l'intention de s'en servir contre les soldats d'occupation.

Les médias palestiniens ont fait circuler des photos de la famille de Marah l'accueillant à sa libération :

<https://twitter.com/asranews/status/947814426744442880>

Après sa libération, Marah a parlé aux médias locaux des difficiles conditions imposées aux femmes et aux filles dans les prisons israéliennes et a exhorté à les soutenir.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)